



HAL
open science

Compte rendu de l'ouvrage de Alban Jacquemart, *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable* (Rennes, PUR, 2015)

Anne Verjus

► To cite this version:

Anne Verjus. Compte rendu de l'ouvrage de Alban Jacquemart, *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable* (Rennes, PUR, 2015). Politix, 2016. hal-01992633

HAL Id: hal-01992633

<https://hal.science/hal-01992633v1>

Submitted on 5 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

JACQUEMART (Alban), *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, 324 p. (avec bibliographie, index et annexes).

Anne VERJUS

Faire de la lutte pour les droits des femme une lutte « de femmes » a été un véritable « coup de force symbolique » pour deux raisons : d'une part, parce que les mobilisations féministes précédentes étaient mixtes ; d'autre part, parce que cela a transformé, dans l'imaginaire collectif, une mobilisation protéiforme en un mouvement unifié de femmes luttant pour leurs droits. C'est par ce constat que débute l'ouvrage particulièrement bienvenu d'A. Jacquemart sur les hommes dans les mouvements féministes. Travail de socio-histoire sur un « engagement improbable », le livre interroge les modalités de mobilisation d'un groupe pour une cause qui apparemment n'est pas la sienne. Ce livre important, exemplaire au regard de la démonstration, et particulièrement bien documenté – quoique non sans silences inexplicables, telle l'implication des militants féministes dans le débat de 1919, à l'Assemblée nationale, sur le vote des femmes –, cherche à constituer une « sociologie de militants improbables ». Cela nécessite de définir ce qu'on entend par « militants féministes », et de se pencher sur la notion d'*improbabilité* de ce militantisme masculin.

A. Jacquemart choisit une « définition stricte » du militant féministe ; elle désigne « l'ensemble des hommes qui appartiennent à un groupe, formel ou informel, participant de fait, à un titre ou à un autre, aux mouvements féministes » (p. 23). Elle lui permet d'analyser des expériences sociales proches (ce qui n'est pas le cas lorsque l'on inclut, dans cette catégorie, tel homme politique favorable à une revendication féministe) ; et d'atténuer la dimension toujours normative de la labellisation, sachant que le mot féminisme est un objet constant de controverses et de luttes de définition, que ce soit dans l'espace militant ou dans l'espace scientifique. Comment des hommes peuvent-ils s'engager dans un collectif féministe ? La question n'est pas rhétorique car l'engagement, ici, vise la défense d'intérêts d'une catégorie à laquelle on n'appartient pas. On aurait pu les rapprocher, à ce titre, des militant.e.s par conscience décrit.e.s par McCarthy et Zald (« Resource Mobilization and Social Movements. A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82, 1977) ou « de solidarité », dépeint.e.s par Johanna Siméant dans *La cause des sans-papiers* (Presses de Sciences Po, 1998), mais les hommes militants féministes ont une autre particularité : plus que de lutter pour autrui, ils militent *a priori* contre leurs propres intérêts. Cette question d'un paradoxe rendant « improbable » le militantisme est à la fois au cœur de la problématique (puisqu'il est ce qui constitue la spécificité de l'objet, et à ce titre figure dans le sous-titre de l'ouvrage) et en dehors d'elle, l'auteur ayant choisi de ne pas l'interroger : « Il s'agit, écrit-il, de saisir les configurations sociales qui permettent à des hommes de devenir des militants féministes », et non d'« interroger la nature, paradoxale ou non, de ces engagements » (p. 28).

La première partie du livre se découpe selon les trois périmètres habituellement considérés en histoire du féminisme : la « première vague » qui correspond à la Troisième République (1870-1940), la « deuxième vague » qui débute avec la Seconde Guerre mondiale et la « troisième vague », à partir des années 1980. Au cours de la première période, on assiste au passage d'un féminisme mixte principalement dirigé par des hommes, à un ensemble d'organisations de plus en plus féminines où la légitimité des militants devient un problème. Cette évolution représente, pour A. Jacquemart, un paradoxe. Le combat féministe débute grâce à un homme, Léon Richer (1824-1911). C'est lui qui définit les premières orientations stratégiques du mouvement, notamment la mobilisation d'hommes influents détenteurs de

« dispositions sociales et d'atouts matériels » dont les femmes sont dépourvues. La mixité, à ce moment là, est réelle et inscrite dans les statuts de *l'Association pour le droit des femmes* qu'il a fondée en 1870. Mais les effectifs restent modestes, les appuis fragiles. A. Jacquemart interroge sa position, tant sur la place des hommes dans la gouvernance du mouvement que sur ses orientations politiques, notamment le choix de ne pas revendiquer le droit de vote. Lorsqu'en 1878 Maria Deraismes prend la direction de la *Société pour l'amélioration du sort de la femme* on assiste au début d'une « prise de conscience de la nécessaire prise en charge des revendications par les femmes » (p. 40). Les fonctions de direction sont désormais réservées aux femmes ; les effectifs se féminisent au point qu'on peut parler de l'apparition d'un féminisme « exclusivement féminin » à partir des années 1890 (p. 42). La période qui débute après la Première Guerre mondiale voit la part d'hommes dans les associations féministes continuer à diminuer. A. Jacquemart s'interroge néanmoins surtout sur le maintien d'une présence masculine constante, « paradoxale » pour « un mouvement qui fait de l'identité féminine un enjeu de plus en plus central des luttes à partir des années 1890 » (p. 61) : le mouvement valoriserait d'une main la collaboration des hommes en même temps qu'il s'organiserait autour d'un « nous femmes » en s'affirmant comme porte-parole des femmes en tant que groupe. Mais y a-t-il là un paradoxe quand on sait que la part des hommes est très rapidement confinée à une présence honorifique ? Et si leur présence se maintient malgré un discours centré sur l'autonomisation des femmes, n'est-ce pas, comme le suggère l'auteur lui-même en terminant ce chapitre, en raison de la nécessité toute pragmatique de ne pas couper l'autonomisation des femmes de la légitimité apportée par les hommes ?

Pendant la période 1945-1980, la volonté de non-mixité et une théorisation politique de l'exclusion des hommes par une frange du féminisme créent une rupture historique dans la dynamique du mouvement. C'est au printemps 1970 que la non mixité est posée comme un principe du Mouvement de libération des femmes (MLF). Elle permet de développer la sororité dans des espaces d'autonomie et de lutter contre la reproduction des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes au sein du mouvement. Lorsque des hommes sont admis à participer au mouvement c'est lors de certaines manifestations seulement (et en restant en queue de cortège). Cette mixité révèle les tensions entre les féministes révolutionnaires qui font du patriarcat l'ennemi principal, et les féministes dites « lutte des classes » qui, parce qu'elles lient les luttes anti-capitalistes et anti-patriarcales, sont favorables à la présence des militants d'extrême gauche. La question divise aussi un mouvement comme le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR). Mais le véritable « laboratoire de la mixité » va être la lutte pour la libéralisation de l'avortement, entre 1973 et 1979. Le MLA se veut d'emblée un mouvement mixte, par volonté stratégique de s'adjoindre les compétences et capitaux des militants politiques et des médecins, le plus souvent des hommes, qui possèdent à la fois la légitimité scientifique et la technique de l'avortement par aspiration (méthode Karman) ; ces hommes s'engagent parfois dans une logique de mobilisation professionnelle, mais aussi parce que le combat pour l'avortement s'attaque à l'État, et non au patriarcat. Pour un grand nombre de militants, c'est un élément décisif puisqu'il leur permet de s'engager sans interroger leur position de dominant dans le rapport de pouvoir entre hommes et femmes. Face à cette exigence de non mixité, certains hommes essaient d'inventer de nouveaux lieux de militantisme, tel ARDECOM (Association pour la Recherche et le Développement de la Contraception Masculine) qui milite pour un développement de la contraception masculine, « Pas rôle d'hommes » ou ADAM et sa revue *Types, Paroles d'hommes*. La plupart font long feu. Par ailleurs, les associations féministes inscrivent de plus en plus la non mixité dans leurs statuts, comme GAMS ou Ruptures, si bien que l'on peut considérer qu'à partir de 1979 débute une ère nouvelle qui, jusqu'en 2010, va naviguer entre « hommes exclus » et « hommes (presque) absents ».

En réalité, il faut considérer deux grands moments dans cette longue période : celui des « espaces d'engagement non mixte » (1979-1995) et celui d'un renouveau de la mobilisation des hommes (1996-2010). Le premier moment voit l'exclusion des hommes tenir lieu de « norme militante » ; pendant le second, émerge une nouvelle génération de militantes. La CADAC, qui coordonne les associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, fait le choix de la mixité, tout comme le réseau Femmes pour la parité. Mix-Cité, créée en 1997, Chiennes de garde, en 1999, puis la Meute, en 2000, ou Encore féministes en 2001, Ni putes ni soumises, en 2003, Panthères roses, également en 2003, et Osez le féminisme, en 2009, sont toutes mixtes. L'implication masculine reste cependant inégale et dépend de plusieurs facteurs, dont celui du « contexte organisationnel » : lorsque les groupes « permettent aux militants de s'identifier à un système d'oppression éloigné d'eux et/ou au contraire qui les oppresse », ils sont attractifs pour les hommes, « au contraire d'associations qui restent centrées sur les droits des femmes et la dénonciation des multiples formes des inégalités entre femmes et hommes » (p. 119). Ainsi, quand il s'agit de dénoncer des publicités sexistes, incarnation d'une discrimination dont les hommes ne se sentent pas responsable, la cause est plus fortement investie.

Le chapitre 4, intitulé « Un féminisme sans sujet femmes », est l'un des plus intéressants de l'ouvrage. Il revient sur les trois périodes précédemment décrites pour tenter de comprendre la variabilité des engagements masculins au prisme des différentes définitions du sujet politique du féminisme « entendu, à la suite de plusieurs auteures, comme la catégorie d'individus que les mouvements féministes entendent représenter et à partir de laquelle ils revendiquent des droits » (p. 125). Trois registres d'engagements sont identifiés : le premier est « humaniste ». Selon cette conception, hommes et femmes auraient les mêmes intérêts, du moins dans la sphère publique. C'est un registre constitué par et autour de Léon Richer et de plus en plus contesté à partir des années 1900, qui voient le mouvement se féminiser et tenter d'imposer les femmes comme sujet du féminisme. Le deuxième registre repose sur un « nous les femmes » induisant un engagement à partir de son expérience de femme. Il s'agit de fonder un mouvement à partir des femmes et au nom des femmes tout en niant le caractère naturel de la femme (sauf pour Psychanalyse et Politique) ; de déconstruire la féminité définie par le patriarcat tout en construisant et affirmant celle qui émerge de l'expérience des femmes. Cette affirmation des femmes comme sujet politique de la lutte aboutit à la conceptualisation de la « classe des femmes ». Ce sujet du féminisme rend difficile pour un homme de se mobiliser au nom des femmes, sauf à être accusé de se réapproprier la lutte des dominées. Les mobilisations peuvent faire appel à un troisième sujet du féminisme, celui qui refuse toute assignation de genre ; il s'agit alors de revendiquer au nom d'un individu sans appartenance catégorielle, que ce soit dans l'espace public ou dans l'espace privé. Parce qu'on s'appuie sur un sujet qui affirme une identité au-delà du genre, qui « prend les identités comme objet central de la lutte » et fait du féminisme « un combat pour le refus des identités assignées » (p. 130), A. Jacquemart qualifie ce registre d'« identitaire », ce qui n'est pas sans poser des difficultés.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur les « ressorts de l'engagement ». L'auteur s'appuie ici essentiellement sur la sociologie de l'engagement et le concept de « carrière militante » développé par Olivier Fillieule. Pour des raisons qui tiennent à la fois au « façonnage » genre des organisations et à la prise en charge des tâches domestiques par les femmes, militer dans un espace politique est une activité qui attire surtout des hommes appartenant aux classes moyennes supérieures, dotés d'un fort capital culturel et scolaire. À cet égard, les militants féministes ne font pas exception. Généralement membres de l'élite politique ou intellectuelle, ils sont, selon les périodes, avocats, universitaires ou médecins. Ils disposent d'une forte

disponibilité, ce qui fait qu'ils s'engagent soit en fin de carrière (c'est le cas au cours de la première vague) soit au contraire, lorsqu'ils sont encore étudiants, sans emploi et/ou sans relation de couple stabilisée (au cours des deuxième et troisième vagues, les trois quarts s'engagent avant 31 ans). On a beaucoup mis en avant la transmission de l'engagement par une femme, qu'elle soit la mère, une épouse ou une compagne. A. Jacquemart la relativise en montrant qu'elle reste minoritaire, surtout au regard de la socialisation familiale (les deux tiers des militants interrogés ont connu un père défaillant et/ou occupé la place de « fille manquante »).

L'identité du militant féministe se construit dans une tension permanente entre l'appropriation et l'adaptation de modes de penser et d'agir conçus par et pour des femmes. Ce travail passe par une première dimension : mettre un mot sur son engagement. Se dit-on féministe, pro-féministe, anti-sexiste ? Il passe ensuite par des discours justifiant l'engagement des hommes. La mise en avant des intérêts que les hommes ont à retirer du féminisme (« La tyrannie des uns a pour corollaire la dégradation des autres », affirme L. Richer en 1877), est le plus fréquent ; il s'accompagne de l'idée selon laquelle la domination masculine appauvrit les capacités émotionnelles et relationnelles des hommes (affirmation qui n'est pas sans paradoxe, note l'auteur en reprenant un militant interrogé, car militer pour se faire du bien en tant qu'homme, « en quoi ça avance les luttes féministes ? »). Les rétributions, considérées comme l'une des conditions du maintien dans l'engagement, sont principalement d'ordre symbolique et subjectif, surtout lorsqu'elles se traduisent par une forme de reconnaissance. Une partie des militants rencontrés par Jacquemart exprime un sentiment de décalage par rapport à la masculinité hégémonique et/ou de défaillance au regard des normes de genre. La découverte du féminisme peut alors fonctionner comme un « révélateur », et contribuer à étayer l'identité de genre des militants.

Les processus de sortie sont divers et la prise en compte des contextes, historiques ou organisationnels, se révèle une fois de plus fondamentale. Pendant la première vague, le désengagement est plutôt lié, du fait de son caractère tardif dans la biographie des militants, à la maladie ou la vieillesse. La plupart des tâches routinières du militantisme étant, par ailleurs, prises en charge par des femmes, les hommes ont moins de raisons de sortir, à moins d'une concurrence avec d'autres causes politiques. Au contraire, les militants des vagues suivantes se désengagent soit parce que le groupe se dissout soit parce qu'ils ne se trouvent plus disponibles pour militer. À cet égard, l'emploi du temps apparaît comme une question centrale : un investissement ailleurs, qu'il soit professionnel, familial ou amoureux, peut inciter à sortir du mouvement. Un autre élément important est celui des effets du militantisme sur l'étayage de l'identité de genre : une fois celui-ci accompli, le militant peut ne plus ressentir le besoin de militer. Si bien que la reconnaissance identitaire participe à la fois de l'engagement et du désengagement.

Le huitième et dernier chapitre du livre est particulièrement original. Intitulé « Carrières militantes », il entend mettre au jour les processus d'engagement à l'articulation entre les caractéristiques sociales et biographiques des militants ; ce que le livre a déployé sur sept chapitres de façon convaincante et précise, se retrouve donc sous forme de cas singuliers, « sociologiquement justes mais socialement faux » selon l'expression de Weber, de « récits fictionnels » destinés à montrer la cohérence des trajectoires tout en respectant l'anonymat des enquêtés. Quatre trajectoires « irréelles mais probables » sont ainsi retracées, non pour résumer, précise bien A. Jacquemart, mais pour reconstituer les « traits saillants des carrières militantes de ces hommes » (p. 247). Deux appartiennent au registre humaniste : Ferdinand Buisson, qui pour le coup n'a rien de fictif et échappe de ce fait au dispositif, et Jacques, le « médecin gauchiste » ; deux appartiennent au registre identitaire : Christian, « l'homme

dévirilisé », et Julien, « le militant dégenré ». Le principal intérêt de ces deux derniers tableaux est de mieux montrer, notamment, combien le qualificatif d'identitaire se montre fécond pour décrire le travail d'étayage de leur identité de genre qu'effectuent ces hommes par le moyen du militantisme. On comprend mieux alors l'usage qu'en fait l'auteur dans le reste de l'ouvrage : le féminisme de la troisième vague serait identitaire en offrant aux militant.e.s les moyens de mettre au travail leur identité de genre. Mais il reste néanmoins difficile de qualifier d'identitaire un « combat pour le refus des identités assignées ». C'est une question de vocabulaire, mais il n'est pas sûr que cet usage soit adopté, tant il va à l'encontre de l'acception commune, plutôt tournée vers la fermeture et la catégorisation, du terme « identitaire ». Peut-être le terme « anidentitaire » aurait-il mieux convenu ? C'est le principal regret qu'on peut avoir sur ce travail passionnant et d'une grande rigueur scientifique qui démontre avec brio l'intérêt d'étudier l'engagement militant de dominants au côté des dominés. Un engagement qui, pour être « improbable », n'est pas impossible, mais à deux conditions : qu'on « déconnecte » la lutte de l'expérience de la domination et/ou qu'on déconstruise et conteste les catégories d'appartenance.